



Le Président Ndayishimiye interpelle les Burundais à participer aux élections de 2025 en toute unité et solidarité



Le vendredi 12 avril 2024, le Chef de l'Etat Son Excellence Evariste Ndayishimiye a procédé au lancement officiel de la campagne d'éducation civique et électorale pour les élections de 2025 au Stade Ingoma de la Province Gitega où il a appelé les Burundais à répondre à ces élections dans l'esprit d'unité et de solidarité.

Ces cérémonies ont été rehaussées par la Première Dame du Burundi et les différentes Hautes autorités du pays, les Représentants de l'administration, des Eglises et d'autres.

Dans son discours, le Président de la

République a rappelé que l'organisation des élections témoigne de la souveraineté d'un Etat et exhorte les Burundais à participer massivement aux élections de 2025 en vue d'accomplir leur droit de se faire élire et surtout leur devoir civique de choisir leurs dirigeants.

Le Chef de l'Etat a par ailleurs déclaré que les élections de 2025 seront financées par le budget général de l'Etat et a précisé que la contribution financière de la population est désormais volontaire contrairement aux élections de 2020 où les contributions étaient obligatoires prélevées sur les

Dans cette Edition:

page

Le Président Ndayishimiye interpelle les Burundais à participer aux élections de 2025 en toute unité et solidarité

1

La Fondation Bonne Action Umugiraneza célèbre la guérison

2

Le Premier Ministre réunit les intervenants dans la collecte de la récolte de maïs

2

Célébration de la fête d'Id El Fitr

3

Le Sénat adopte un projet de loi qui consacre une résilience accrue en énergie

4

Le Président du Sénat reçoit en audience le Vice-Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées au Sénat français.

5

Le Président du Sénat participe au Forum Parlementaire Mondial à Washington D.C

5

La montée des eaux du lac Tanganyika est supérieure à la normale

6

Gitega: Renforcement des capacités sur la commercialisation des

Cibitoke: grogne de la population ayant vendu à crédit la récolte de maïs

7

salaires des fonctionnaires de l'Etat.

«Les amis et les partenaires au développement sont également invités à apporter leur soutien mais sans nous imposer leurs conditions», a poursuivi le Numéro Un Burundais qui, en se référant à la constitution, a insisté sur le rôle primordial de l'administration, des corps de défense et de sécurité ainsi que celui des instances juridiques tout au long du processus électoral pour réussir ces élections.

Les médias ont été aussi interpellés à jouer pleinement leur rôle «de chien de garde» fondé sur l'impartialité et l'exactitude dans leur couverture médiatique tout en livrant aux électeurs toutes les informations nécessaires en rapport avec le processus électoral afin de leur permettre au peuple de faire des choix éclairés.

«Soyez sans crainte, les élections de 2025 se dérouleront dans un climat de paix et de sécurité», a tranquilisé le Président Ndayishimiye qui a tenu à mettre en garde et à annoncer la tolérance zéro aux colporteurs des rumeurs et aux autres malfaiteurs qui auraient des visées de perturber l'ordre public.

Après avoir présenté le bilan des activités déjà réalisées depuis la prestation de serment des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante(CENI) le 17 janvier 2024, Monsieur Prosper Ntahorwamiye, Président de la CENI, a présenté le calendrier électoral après avoir réaffirmé l'engagement de la Commission Electorale à assurer la tenue des élections démocratiques, libres, régulières, apaisées et transparentes dans l'intérêt de tous les citoyens Burundais.(Présidence)

La Fondation Bonne Action Umugiraneza célèbre la guérison des enfants grâce à des soins chirurgicaux à l'étranger



Le samedi le 13 avril 2024, la Fondation Bonne Action Umugiraneza a organisé une cérémonie solennelle pour célébrer le retour et la guérison de 38 enfants ayant bénéficié de soins chirurgicaux à l'étranger, grâce à l'engagement de la Première Dame D.E Angeline Ndayishimiye et de généreux partenaires.

Au cœur de cette célébration se trouvaient 38 enfants venant de différentes régions du pays, tous nés avec des malformations congénitales nécessitant une intervention chirurgicale spécialisée à l'étranger. Pour leurs familles, envoyer ces enfants à l'étranger pour recevoir les soins nécessaires était un rêve lointain, étant donné les contraintes financières auxquelles elles étaient confrontées. Un rêve qui est devenu réalité par l'implication personnelle de la Première Dame S.E Angline Ndayishimiye.

Dans ces cérémonies, les parents ont déclaré que sa

bienveillance et son amour inconditionnel envers les plus vulnérables resteront à jamais gravés dans leurs cœurs. Ils ont souhaité qu'elle bénéficie d'une longue vie et d'un bonheur continu par son dévouement envers les enfants guéris.

Dans leurs témoignages, ces parents ont mis en lumière les progrès remarquables réalisés par leurs enfants depuis les interventions chirurgicales à l'étranger. Grâce à ces soins, la vie de ces chères progénitures s'est améliorée de manière significative, leur permettant désormais de fréquenter l'école et de poursuivre leurs rêves avec optimisme.

Lors de son allocution pendant la cérémonie, la Première Dame a contenté de rencontrer tous les enfants qui ont bénéficié de soins chirurgicaux à l'étranger. Elle a également tenu à remercier les partenaires de la Fondation Bonne Action Umugiraneza notamment le Children's Surgical Hospital l'ONG Emergency Onlus en Ouganda et l'Hôpital San Vincenzo par le biais de l'association AIUTIAMO IL BURUNDI.

Signalons que la Première Dame a initié ces initiatives humanitaires après sa rencontre en 2022 avec Daniel, un enfant siamois qui a bénéficié de soins chirurgicaux exceptionnels au Burundi et à l'étranger. Daniel, guéri et entouré de sa famille reconnaissante, incarne la résilience et l'espoir qui peuvent naître de ces efforts humanitaires.

La cérémonie s'est clôturée par des remerciements sincères envers tous ceux qui ont contribué à la réalisation

de cette initiative humanitaire d'envergure. La Fondation Bonne Action Umugiraneza et ses partenaires ont indiqué qu'ils continueront à unir leurs forces pour offrir de l'espoir et des soins médicaux

aux enfants burundais nécessitant une assistance chirurgicale spécialisée. Ensemble, ils continueront de faire la différence dans la vie de ces enfants, en leur offrant un avenir meilleur. **(Présidence)**

Le Premier Ministre réunit les intervenants dans la collecte de la récolte de maïs



Le lundi le 08 avril 2024, le Premier Ministre Lieutenant Général de Police Gervais Ndirakobuca a rencontré à Bujumbura, toutes les parties prenantes à la collecte de la récolte de maïs. L'objectif était d'échanger sur les voies et moyens de mener à bon port cette mission confiée par le Gouvernement du Burundi à l'Agence nationale de gestion du stock stratégique alimentaire (l'ANAGESSA).

Dans son mot liminaire, le Premier Ministre a fait savoir que l'objet de la réunion est aussi d'échanger sur le rôle de tout un chacun, pour que cette collecte de la récolte du maïs profite exclusivement à la population et non aux commerçants spéculateurs.

Au cours de la rencontre du Premier Ministre avec les parties prenantes à la collecte de la récolte du maïs, les participants ont constaté que cette activité

a été caractérisée par de beaucoup d'irrégularités entre autres la vente à l'ANAGESSA du maïs importé des pays voisins alors que seuls les agriculteurs burundais devraient vendre la récolte.

A l'issue de la réunion qui s'est poursuivie à huit clos, des recommandations ont été formulées par le Premier Ministre. La collecte de la récolte du maïs concerne non seulement l'ANAGESSA mais également tous les administratifs à tous les échelons. Tous les comptes où transite l'argent destiné à l'achat du maïs doivent avoir l'aval du fonctionnaire de l'Etat comme les Gouverneurs dans les provinces et les administrateurs dans les communes, l'ANAGESSA doit rembourser la totalité de la dette de 26 milliards contractée auprès des agriculteurs dans la collecte du maïs, dans un délai ne dépassant pas une semaine.

Une Commission multisectorielle pour assurer le suivi de la collecte de la récolte du maïs sera mise en place. Tous les intervenants dans ce secteur doivent s'impliquer pour acheminer les récoltes des zones vers les hangars de stockage et la vérification de l'état d'humidité pour conserver le maïs sec. Le Gouvernement du Burundi collecte la récolte du maïs au profit de la population et doit être vigilant pour dénoncer tous les fraudeurs et leurs complices en vue de les débusquer. Le Premier Ministre a demandé aux participants de sensibiliser déjà la population à la saison culturale C. Il appelle tous les acteurs à la chaîne de production d'arrêter toutes les stratégies nécessaires pour que la production déjà atteinte ne régresse pas comme cela s'est observé les années antérieures. **(RTNB)**

Célébration de la fête d'Id El Fitr

Le mercredi le 10 avril 2024, le Premier Ministre Lieutenant Général de Police Gervais Ndirakobuca en compagnie du Secrétaire Général du parti CNDD-FDD Monsieur Reverien Ndikuriyo s'est joint à la communauté islamique de Cibitoke dans la célébration de la fête d'Id El Fitr pour clôturer le mois de Ramadan. Dans ses enseignements, l'Imam Salum Nayabagabo a signalé aux musulmans qui ont participé à la prière, qu'au-delà du jeûne au cours du mois de Ramadhan, il faut vivre la droiture en tout temps.



Le Représentant adjoint de la Communauté Islamique

du Burundi (COMIBU) a fait savoir que la COMIBU s'est engagée à contribuer dans les travaux de développement communautaire qui conduiront le Burundi à sa vision de pays émergent en 2040 et pays développé en 2060.

Le Premier Ministre Lieutenant Général de Police Gervais Ndirakobuca s'est réjoui que la communauté islamique du Burundi est actuellement stable et la félicite car elle reste dans la logique de la culture burundaise. Lieutenant Général Gervais Ndirakobuca a demandé à la communauté islamique du Burundi à s'atteler aux travaux de développement et de sauvegarder la paix et la sécurité chèrement acquises, socle du développement durable. Il appelle les musulmans du Burundi à partager la fête de l'Id El Fitr avec leur voisinage sans considérer l'appartenance religieuse. Il a promis au nom du Gouvernement du Burundi de soutenir l'engagement de la communauté islamique de Cibitoke à construire

une école en étage dans la localité de Mparambo. Il a promis aussi de les appuyer avec une somme de 10 millions et 3 millions pour soutenir les femmes musulmanes dans la construction d'une salle de fête.

Le Secrétaire Général du Parti CNDD-FDD Monsieur Réverien Ndikuriyo a également encouragé la communauté islamique de Cibitoke dans les travaux de développement communautaire. Il a promis de contribuer à hauteur de 11 million pour la construction de l'école en étage et 100 sacs de ciment pour le finissage des travaux de la salle des fêtes des femmes musulmanes de Cibitoke.

Monsieur Reverien Ndikuriyo a conseillé toutes les organisations étatiques et non étatiques qui ont des chantiers de construire en se référant à la vision du Burundi émergent en 2040 et pays développé en 2060.

Les cérémonies se sont clôturées par la visite d'un chantier d'une école et le partage du repas. (RTNB)

Le Sénat adopte un projet de loi qui consacre une résilience accrue en énergie



Le mardi 10 avril 2024, deux membres du Gouvernement étaient invités au Sénat. Il s'agit du Ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements Sociaux, Monsieur Dieudonné Dukundane et le Ministre de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias Madame Léocadie Ndacayisaba.

Le Ministre Dieudonné Dukundane venait présenter un projet de loi portant ratification par la République du Burundi de l'accord de financement additionnel pour le projet hydroélectrique de Jiji et Mulembwe.

Selon le Ministre en charge des infrastructures, ce financement est de 102 millions de dollars américains dont 50 millions seront déboursés par la Banque mondiale, 25 millions seront donnés par la Banque d'Investissement Européen, 25 millions par l'Union européenne, tandis que les 2 millions US restant seront accordés par

la Regideso. Le ministre Dukundane a précisé que le montant global pour l'exécution du projet Jiji et Mulembwe s'élève à 372 millions de dollars américains.

La Ministre de la communication, des technologies de l'information et des médias Léocadie Ndacayisaba qui était venue répondre aux questions orales des Sénateurs avait été également invitée pour répondre à certaines questions dont celle qui concerne la conception des postes.

Concernant la question de savoir le niveau d'implication du secteur de la communication dans la mise en oeuvre des promesses tenues par le Chef de l'Etat lors de la campagne électorale, la Ministre Ndacayisaba a indiqué que les médias surtout publics restent très actifs dans la couverture et la publication des activités de l'Etat.

En ce qui concerne le défi de la Radio Nationale qui n'est pas à mesure d'émettre sur tout le territoire national, la Ministre a fait savoir que des équipements sont déjà réceptionnés pour les sites de Mweya et Kayanza et que d'autres sont attendus pour éliminer les zones d'ombre notamment à l'ouest du pays.

Elle a expliqué par exemple que l'agence burundaise de presse est dotée d'un réseau dense de correspondants provinciaux qui partagent des éléments sonores à la radio nationale et qui alimentent en langue française le journal Le Renouveau.

S'agissant du souhait des sénateurs de décentraliser les services des médias publics plus particulièrement la RTNB pour diminuer les coûts utilisés dans les des-

centes à l'intérieur du pays, la Ministre Léocadie Ndacayisaba a fait savoir que les médias publics envisagent d'implanter, en plus du centre de production audiovisuelle de Gitega, d'autres centres en provinces de Butanyerera et de Burunga.

A cette occasion, les sénateurs ont déploré la marche à reculons de l'Office National de Télécommunication (ONATEL) contrairement aux nouveaux opérateurs de téléphonie mobile. A ce sujet, la Ministre Léocadie Ndacayisaba a annoncé que parmi les stratégies préconisées pour redresser l'ONATEL,

figure l'apport des équipements modernes pour avoir l'internet à haut débit.

Pour terminer, les sénateurs ont recommandé au Ministère de la communication, des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et des médias de s'impliquer davantage pour accélérer le processus de mise en œuvre de la politique salariale en apprêtant tous les éléments constitutifs. Ces élus du peuple ont également recommandé à tous les fonctionnaires de l'Etat de signer sans délais les contrats de performance. (RTNB).

Le Président du Sénat reçoit en audience le Vice-Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées au Sénat français.



Le mercredi 10 avril 2024, le Président du Sénat, Très Honorable Emmanuel Sinzohagera, a reçu en audience, Olivier Cadic, sénateur représentant les français établis hors de France, Vice-Président de la commission des af-

affaires étrangères, de la défense et des forces armées au Sénat français, et membre du Conseil d'Administration de l'Agence Française de Développement, au Bureau de liaison du Sénat à Bujumbura.

Leur entretien, a porté sur le renforcement des relations de coopération déjà existantes entre le Burundi et la France.

Ils se sont convenus sur la nécessité de la signature d'un mémorandum de coopération entre le Sénat du Burundi et le Sénat français, et le Président du Sénat a indiqué qu'il est disposé à un travail collectif.

Honorable Olivier Cadic a promis qu'il va transmettre au Président du Sénat français le rapport de cette rencontre, tout en mettant un accent particulier sur la nécessité de l'intervention de la France dans le domaine de la santé ainsi que l'appui au Sénat du Burundi, pour les ateliers de formation des sénateurs et le personnel du Sénat. (SENAT)

Le Président du Sénat participe au Forum Parlementaire Mondial à Washington D.C



Le mercredi 10 avril 2024, le Président du Sénat, Très Honorable Emmanuel Sinzohagera, a pris l'avion à destination de Washington D.C, aux Etats-Unis d'Amérique où il conduit

une délégation qui va participer au Forum Parlementaire Mondial 2024, organisé conjointement par la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International, sous le thème : << De multiples défis mondiaux : agir pour avoir l'impact >>.

Ce forum se tiendra du 15 au 16 avril 2024, et sera une occasion d'échanger sur le rôle essentiel dans les efforts déployés pour mettre fin à l'extrême pauvreté et favoriser une prospérité partagée.

Les participants auront l'opportunité de traiter les questions en rapport avec les opportunités et défis de l'intelligence artificielle, le climat et la fragilité, la dette et croissance, la gouvernance, la défense de l'égalité de genre et la création des emplois verts à l'endroit des jeunes, et bien d'autres. (SENAT)

La montée des eaux du lac Tanganyika est supérieure à la normale



Le mardi 09 avril 2024, l'Institut Géographique du Burundi (IGEBU) a effectué, une descente sur ses stations hydrologiques manuelles et automatiques qui transmettent les données dans le serveur de l'IGEBU dans la zone Gatumba, au port de Bujumbura et celle de Saga Resha à Minago dans la province de Rumonge pour s'enquérir de la montée des eaux du lac Tanganyika.

Selon le Directeur Général de l'IGEBU Monsieur Augustin

Ngenzirabona, la montée des eaux du lac Tanganyika est largement supérieure à la normale car selon les chiffres, le niveau du lac est de 777,01 m, ces chiffres sont comparables à celles de 1964 où le niveau du lac a atteint 778m.

Monsieur Augustin Ngenzirabona a fait savoir que les eaux du lac ne cessent de monter ces derniers mois. Il a indiqué que depuis le début de la saison des pluies, les eaux du lac ont monté de 20 à 22 mm par mois. Selon les prévisions météorologiques, la cause de la montée des eaux du lac Tanganyika, il s'agit des fortes précipitations dans la région qui font déborder les rivières qui alimentent la cuvette du lac Tanganyika.

Selon toujours le Directeur Général de l'IGEBU, la principale mission de l'Institut Géographique du Burundi est de collecter les données qu'elle va transmettre à la plateforme nationale en charge de la gestion des catastrophes naturelles qui va gérer cette catastrophe de la montée des eaux du lac Tanganyika.

Le Directeur Général de l'IGEBU, Monsieur Augustin Ngenzirabona suggère les services en charge de l'urbanisme à considérer chaque fois les données hydrologiques au moment des constructions à côté du lac en faisant des colonnes et édifier l'infrastructure au-dessus pour apprivoiser l'eau à l'instar des autres pays qui subissent le même essor comme par exemple le Gabon et l'Inde.(RTNB)

Gitega: Renforcement des capacités sur la commercialisation des armes



Du 10 au 12 avril 2024, la Commission Nationale Permanente de lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres

(CNAP) a organisé en province de Gitega, un atelier de renforcement des capacités à l'appui de l'universalisation du traité dans le commerce des armes à l'intention des hauts cadres de l'Etat et de la société civile. Les activités ont été ouvertes par le Secrétaire Permanent au Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique, Lieutenant Général de Police André Ndayambaje.

Dans son discours d'ouverture des travaux, le Secrétaire Permanent au Ministère en charge de l'intérieur a fait savoir que l'objectif de cet atelier était de présenter le projet d'Universalisation du Traité sur le Commerce des Armes, afin que les participants en prennent connaissance et d'analyser profondément en ciblant particulièrement ses avantages, sa plus-value et ses apports à la sécurité du pays. L'attente à l'issue de l'atelier est qu'une feuille de

route qui définira clairement le processus d'adhésion du Burundi au Traité sur le Commerce des Armes soit définie, a-t-il conclu.

Selon la Présidente de la Commission Nationale Permanente de lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres (CNAP), Général Major de Police Générose Ngendanganya, le traité sur le commerce des armes s'articule principalement sur les modalités d'importation et d'exportation des armes classiques depuis le pays d'origine jusqu'au pays destinataire.

Général Major de police Générose Ngendanganya, Présidente de la CNAP, a précisé qu'on met un accent particulier sur ce traité sur le commerce des armes pour réglementer les armes classiques afin

qu'elles ne tombent pas dans les mains des malfaiteurs qui déstabilisent les pays.

Au cas où le Burundi ratifierait le Traité sur le Commerce des Armes, ce serait un avantage car, c'est l'une des mesures de réglementation des armes qui entrent dans un pays. Cela renforcerait aussi la coopération entre les pays surtout dans le cadre de la communication pour échanger sur le transfert, l'identification, la traçabilité des armes, a martelé la Présidente de la CNAP.

Général Major Générose Ngendanganya a indiqué aussi que cette mesure contribue à la lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres car, ce sont des armes faciles à cacher. **(RTNB)**

Cibitoke: grogne de la population ayant vendu à crédit la récolte de maïs



Le vendredi le 12 avril 2024, les agriculteurs de la province de Cibitoke qui ont vendu leur récolte de maïs à la Coopérative d'Investissement Agro-pastorale (CIAP), un sous-traitant de l'Agence nationale de gestion du stock stratégique alimentaire (ANAGESSA), indiquent qu'ils n'ont pas reçu le montant correspondant à la récolte vendue à crédit à cette coopérative. La situation est ainsi au moment où le premier ministre a instruit à l'ANAGESSA de payer toute la somme qu'elle doit à la population.

Les agriculteurs rencontrés par la rédaction de la

RTNB au bureau provincial de Cibitoke et qui s'y étaient rendus pour réclamer leur dû, font savoir qu'ils connaissent des problèmes liés à ce retard de paiement. Ils citent notamment les salaires des manœuvres à payer et d'autres crédits contractés ici et là. Et de demander la restitution de leur récolte pour qu'ils la revendent ailleurs.

Selon la directrice du bureau provincial de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage (BPEAE) Madame Béatrice Nyandwi, ce retard de paiement de la récolte de maïs a eu des impacts sur le travail des agriculteurs. Certains d'entre eux n'ont pas trouvé de fonds pour payer la dernière tranche d'engrais de la saison culturale B, d'autres n'ont pas pu se payer les semences de la même saison.

Le directeur de cabinet du Gouverneur Saidi Anicet tranquillise la population ayant vendu à crédit sa récolte de maïs à la Coopérative d'Investissement Agro-pastorale (CIAP), précisant que bientôt, elle va percevoir son argent. Il a souligné qu'il a contacté le président du conseil d'administration du CIAP, qui lui a promis qu'à partir de ce vendredi 12 avril 2024, cet argent sera déjà disponible. **(RTNB)**

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Département de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi